

et triste file de gens, dont le désir fondamental et normal de se procurer le genre de logement qu'un pays comme le nôtre devrait leur fournir, a été bafoué et frustré, portent témoignage de l'incurie du gouvernement.

Je pourrais aussi convoquer devant la Chambre les trésoriers provinciaux et les représentants municipaux qui ont dû soutenir la concurrence du gouvernement fédéral pour obtenir les fonds nécessaires à l'exercice de leur mandat. Ils ont peine à remplir leurs engagements dans la conjoncture actuelle au Canada. En raison des conditions où les capitaux des États-Unis entrent au Canada, je crains qu'avant longtemps, si nous ne sommes pas privés complètement de ce marché, il ne nous soit très difficile d'y recourir.

Il y a aussi le groupe le plus mal partagé de tous, monsieur l'Orateur, les pensionnés et les vieillards canadiens. Ils ne sont pas syndiqués. Ils sont incapables de se présenter à la Chambre ni devant aucun autre organisme de l'État pour exercer des pressions, comme le peuvent d'autres secteurs de l'économie et d'autres Canadiens. Ce sont les premiers à ressentir les effets de l'inflation, les derniers à obtenir un accroissement de leurs revenus pour faire face à la majoration des prix.

Enfin, je pourrais demander à toutes les maîtresses de maison et à tous ceux qui achètent au supermarché les provisions dont leurs familles ont besoin de comparaître devant la Chambre. Ce serait-là, je crois, la meilleure façon de montrer à quel point le gouvernement s'est montré incapable de gérer les finances du pays de façon à garder la confiance de la Chambre et du peuple canadien.

Toutefois, monsieur l'Orateur, je n'ai pas besoin d'appeler ces témoins. Je puis, aux fins de ce débat, me reporter à certains documents probants. Le rapport annuel de l'OCDE,—l'Organisation pour la coopération et le développement économique—publié en janvier 1967, mentionne à la page 7 les énormes dépenses du gouvernement actuel, de façon très polie mais en les critiquant très nettement. Voici un passage de ce rapport:

Les dépenses du gouvernement pour les biens et les services ont augmenté de 14.6 p. 100 (7.2 p. 100 en volume) entre les trois premiers trimestres de 1965 et de 1966, donc beaucoup plus vite qu'auparavant... que, toutefois, les dépenses du gouvernement fédéral soient montées en flèche est en grande partie le résultat de la hausse des salaires provenant des révisions bisannuelles qui, dans certains cas, ont entraîné des paiements rétroactifs; en prix courants, l'augmentation des dépenses provinciales et municipales a été encore plus importante...

Je voudrais aussi signaler à la Chambre le rapport annuel de la Banque du Canada pour 1966 où figure, à la page 8, la déclaration suivante du gouverneur:

Comme je le mentionnais au tout début de mon rapport, la tenue de nos coûts et de nos prix dans le climat de haute conjoncture des deux dernières années est certes de nature à inquiéter. En plus des autres raisons qui motivent notre crainte de l'inflation, il nous faut, sur le plan pratique, réussir au moins aussi bien que les États-Unis à obtenir une évolution favorable de nos coûts et de nos prix si nous voulons nous épargner de graves problèmes. Or, sous ce rapport nous n'avons pas trop bien réussi récemment.

Il enchaîne:

Il me paraît clair qu'il nous est souvent arrivé au cours des deux dernières années, de surcharger l'économie.

Je crois que c'est à dessein qu'il emploie le mot « nous ».

Alors que nous nous approchions du plein emploi de nos ressources productives, la progression de la demande est demeurée trop rapide pour qu'il fût possible à l'expansion de se poursuivre sans hausses importantes de coûts et de prix.

Puis on attribue au gouverneur cette très brève déclaration.

Le simple bon sens nous dit que le revenu réel de la société se limite forcément aux quantités de biens et de services qu'il est en notre pouvoir de produire. Un hectolitre de vin ne donnera jamais que cent litres.

A la page 28 du rapport figure le passage suivant:

Les dépenses à tous les paliers de gouvernement sont demeurées en hausse rapide en 1966. Comme l'illustre le graphique de la page 30, l'ensemble de ces dépenses s'est accru plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis, en dépit des très importantes dépenses supplémentaires de ce pays reliées à la guerre au Vietnam. Contrairement à l'année précédente, les dépenses du gouvernement fédéral en 1966 se sont développées plus vite que celles de l'ensemble des provinces et des municipalités. Au niveau fédéral, la consommation de biens et de services a enregistré une hausse de 18% en 1966 au lieu de 7% en 1965.

Certains membres du gouvernement ont tenté de réfuter ces arguments. En les écoutant, j'ai eu l'impression qu'ils ne cherchaient pas vraiment à nier la culpabilité du gouvernement, mais qu'ils nous demandaient plutôt: «Que feriez-vous pour y remédier? Dans quels domaines réduiriez-vous les dépenses? Pourquoi avez-vous voté pour telle et telle mesure?»

C'est le gouvernement dont on fait maintenant le procès. Notre parti est prêt à prendre position lors des prochaines élections et à justifier les actes, mûrement pesés, qu'il a accomplis de temps à autre; mais cette fois-ci on ne traite pas de l'opposition mais du jugement porté contre le gouvernement à propos